

Atelier 5 "Commerce International"

Louis Pascal Mahé

Stéphan Marette

Les développements du commerce international ne sont pas toujours compatibles avec certaines exigences éthiques. La théorie économique stipule que l'ouverture aux échanges contribue en général à la croissance de richesse pour les protagonistes de l'échange, même si ce postulat est dans certains cas remis en question par un argumentaire à connotation éthique (cf. par exemple la controverse sociale suite à la réunion de Seattle en Décembre 1999, pour définir le prochain cycle de négociation de l'Organisation Mondiale du Commerce...). Les arguments éthiques gravitent généralement autour de sujets aussi vastes que le commerce dit équitable, la souveraineté alimentaire, la préservation des agricultures locales, la sécurité des produits, le bien-être animal, l'environnement, le droit de la propriété, les Organismes Génétiquement Modifiés, ou encore le travail des enfants...

Les citoyens et les consommateurs exigent la prise en compte de certains critères éthiques dans l'établissement des règles du commerce international. La définition de ces critères éthiques se heurte parfois aux impératifs économiques, à savoir la libre circulation des biens, le maintien de la compétitivité, la veille technologique... et aux impératifs scientifiques indispensables pour la définition des normes sanitaires et environnementales. En particulier, des règles trop strictes peuvent entraver le développement des échanges entre pays. Néanmoins, certains arguments dits "éthiques" peuvent être compatibles avec les arguments marchands, notamment par des politiques de labels ou d'éco-labels.

Dans cet atelier nous essaierons de mettre en évidence certaines des tensions entre éthique et commerce international, autour des questions suivantes. Comment prendre en compte les exigences éthiques quand les pays diffèrent par rapport à leur niveau de développement économique? Comment les accords internationaux (et les instances supranationales) peuvent-ils intégrer les exigences éthiques, tout en respectant à la fois, le libre échange et la souveraineté des Etats ?

Lectures conseillées:

Jean Christophe Bureau et Stéphan Marette « Accounting for consumers' preferences in international trade », dans *Incorporating science, economics, and sociology in developing sanitary and phytosanitary standards in international trade*, National Research Council, National Academy Press, Washington D.C, 2000.

<http://books.nap.edu/books/0309070902/html/170.html>

Mahé, L.P., 1997, Environment and Quality Standards in The WTO. New Protectionism in Agricultural Trade. *European Review of Agricultural Economics*: 24, 3-4, pp 480-503.

Roberts, D., 1998, Preliminary Assessment of the Effects of the WTO Agreement on Sanitary and Phytosanitary Trade Regulation. *Journal of International Economic Law*, December: 377-405.

Thilmany, D. and Barrett, C., 1997, Regulatory Barriers in an Integrating World Food Market. *Review of Agricultural Economics*: 19, 1, 91-107.